CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

TENSIONS INTERNES ET RUPTURES POLITIQUES : OÙ EN EST LE PROCESSUS D'INSTITUTIONNALISATION DE L'AGROÉCOLOGIE AU BRÉSIL ?

Stéphane Guéneau, Éric Sabourin, Paulo André Niederle, Claudia Job Schmitt

Société française d'économie rurale | « Économie rurale »

2020/2 n° 372 | pages 103 à 117

ISSN 0013-0559

Article disponible en ligne à l'adresse :

https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2020-2-page-103.htm

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'économie rurale.
© Société française d'économie rurale. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

ÉCONOMIE RURALE

Économie rurale
Agricultures, alimentations, territoires

372 | Avril-juin
Politiques agricoles et alimentaires Trajectoires et réformes

Tensions internes et ruptures politiques : où en est le processus d'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil ?

Internal tensions and political ruptures: Situating the institutionalization of agroecology in Brazil

Stéphane Guéneau, Éric Sabourin, Paulo André Niederle et Claudia Job Schmitt

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/economierurale/7768
DOI : 10.4000/economierurale.7768
ISSN : 2105-2581

Éditeur
Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée
Date de publication : 30 juin 2020
Pagination : 103-117
ISSN : 0013-0559

Distribution électronique Cairn

CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique
Stéphane Guéneau, Éric Sabourin, Paulo André Niederle et Claudia Job Schmitt, « Tensions internes et ruptures politiques : où en est le processus d'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil ? », *Économie rurale* [En ligne], 372 | Avril-juin, mis en ligne le 03 janvier 2022, consulté le 10 septembre 2020. URL : http://journals.openedition.org/economierurale/7768 ; DOI : https://doi.org/10.4000/economierurale.7768

© Tous droits réservés

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Tensions internes et ruptures politiques : où en est le processus d'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil ?

Stéphane GUÉNEAU • *Cirad, Umr Moisa ; Université Fédérale du Maranhão (UFMA-PPGCSoc), São Luis, Brésil*
stephane.gueneau@cirad.fr
Éric SABOURIN • *Cirad, UMR Artdev ; Université de Brasilia, Centre de développement durable (UnB-CDS), Brésil*
eric.sabourin@cirad.fr
Paulo André NIEDERLE • *Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFGRS)-PPGS-PGDR, Brésil*
pauloniederle@gmail.com
Claudia JOB SCHMITT • *Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ)-CPDA, Brésil*
claudia.js21@gmail.com

L'article analyse la trajectoire des politiques brésiliennes en faveur de l'agroécologie. La méthodologie associe analyse de documents et entretiens de personnes ressources à partir d'une grille de lecture inspirée de la sociologie de l'action publique. La formation d'une coalition de mouvements sociaux a joué un rôle majeur dans l'adoption de la politique nationale d'agroécologie et de production biologique, dont l'élaboration et la gestion sont fondées sur une série de dispositifs participatifs et intersectoriels. Cependant, cette coalition est traversée par des tensions internes sur le projet agroécologique. La bifurcation politique profonde opérée en 2016 a bloqué le processus d'institutionnalisation, mais les acquis permettent d'envisager d'autres dynamiques, notamment décentralisées.

MOTS-CLÉS : *politiques publiques, mouvements sociaux, agroécologie, institutionnalisation, Brésil*

Internal tensions and political ruptures: Situating the institutionalization of agroecology in Brazil

This article analyzes the trajectory of agroecology policies in Brazil. The methodology includes an extended literature review and interviews with key actors based on a framework that drew from that of the sociology of public action. The results indicate that the formation of a coalition of social movements has played a major role in the adoption of the national policy for agroecology and organic production. The design and implementation of this policy are based on a series of participatory and intersectoral mechanisms. However, the coalition is faced with internal tensions about the agroecological project. The political change that took place in 2016 has blocked this process, but other dynamics can be anticipated, in particular at the local level. (JEL : H1, H2, H3, H4, H5, N4, N5)

KEYWORDS: *public policies, social movements, agroecology, institutionalization, Brazil*

Au cours des deux dernières décennies, un débat public a été ouvert au Brésil à propos de la possibilité de construction de politiques d'agroécologie. Cette question a été particulièrement marquée par les aspirations à un changement des politiques agricoles brésiliennes (Petersen *et al.*, 2013) dans un contexte où le modèle de l'agrobusiness est largement dominant (Bruno, 2016).

Les mouvements sociaux brésiliens ont joué un rôle primordial dans l'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil (Brandenburg, 2008 ; Caporal et Petersen,

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

2012), conduisant à la formulation, en 2012, de la Politique nationale d'agroécologie et de production biologique (PNAPO, citée plus loin sous la désignation abrégée « Politique nationale d'agroécologie ») (Sambuichi *et al.*, 2017a ; Schmitt *et al.*, 2017). À la suite de l'adoption de cette politique, le Brésil a été considéré comme un « pionnier de l'agroécologie » (Bayle et Beauval, 2013). Ce processus est-il porteur d'un changement de trajectoire des politiques publiques de développement rural au Brésil ?

L'objectif de l'article est double. Dans un premier temps, il s'agit d'analyser les controverses, débats et luttes entre les différents acteurs porteurs d'un projet visant à définir et à institutionnaliser un modèle agricole alternatif au modèle agricole dominant issu de la révolution verte. Dans un second temps, l'article vise à analyser les changements de trajectoire d'institutionnalisation de l'agroécologie à travers l'examen des processus socio-historiques, selon un horizon temporel allant de l'émergence du débat sur l'agroécologie jusqu'à la rupture politique récente.

La première partie de l'article présente les cadres théorique et méthodologique mobilisés, fondés sur des approches de sociologie de l'action publique. Nous détaillons ensuite le contexte économique, politique et institutionnel qui caractérise la dualité des modèles agricoles au Brésil, dans lequel l'agroécologie s'est progressivement insérée. Puis, nous examinons le jeu d'acteurs qui a conduit à placer l'agroécologie dans l'agenda politique. La quatrième partie est consacrée aux instruments des politiques d'agroécologie et à leur mise en œuvre. La dernière partie traite des ruptures politiques récentes et de ses conséquences sur le projet agroécologique. La conclusion synthétise la trajectoire d'institutionnalisation, tout en portant l'attention sur les perspectives de recherches futures.

Cadre théorique et méthodologique

Dans cet article, nous portons l'attention sur les processus historiques et les jeux d'acteurs afin de comprendre les changements de trajectoires de l'action publique. Le cadre analytique mobilisé partage le parti pris récent de plusieurs auteurs consistant à prendre appui sur une combinaison de références théoriques issues de la sociologie de l'action publique, plutôt que de les opposer, pour expliquer les processus d'élaboration de l'action publique (De Maillard et Kübler, 2015). Cette analyse croise les approches attentives aux idées et aux interdépendances entre les acteurs (Muller, 2005) avec celles qui mettent en avant le poids des institutions et de l'histoire (Payre et Pollet, 2005).

Il s'agit d'abord de rendre compte de la diversité des acteurs, d'expliquer leurs interdépendances et d'identifier les idées et valeurs qu'ils défendent, à l'instar des approches cognitives d'analyse des politiques publiques (Muller, 2000). Cette approche implique de centrer l'analyse sur les représentations d'un problème public, sur les « lieux de construction intellectuelle de l'action publique », ainsi que sur les espaces de controverses au sein desquels les idées qui orientent l'action publique sont débattues (Hassenteufel, 2011). Enfin, elle nécessite l'examen du rôle des groupes d'acteurs (mouvements sociaux, syndicats, recherche et université, secteur de l'agro-industrie, etc.) et leur capacité à créer des « coalitions de causes », collectifs animés par un système de croyances partagées ou par une même perception d'un problème public et des solutions qui sont les mieux à même de le résoudre (Sabatier et Weible, 2014).

S'inspirant des travaux issus du courant institutionnaliste historique (Steinmo *et al.*, 1992) notre approche tente par ailleurs de rendre compte d'une part du poids des institutions, entendues comme les modes opératoires qui structurent les

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

relations entre les individus, et d'autre part du rôle de l'histoire, c'est-à-dire des conséquences des décisions politiques passées sur les choix présents. Ceci implique de repérer les événements clés, tels que les crises économiques, sociales, écologiques ou géostratégiques, qui influencent les processus politiques en créant une conjoncture de changement. Ces événements peuvent entraîner des bifurcations (Mahoney et Thelen, 2009), ouvrir des fenêtres d'opportunité (Kingdon, 1995), ou modifier l'équilibre entre les acteurs et leurs coalitions de cause (Sabatier et Weible, 2014).

Ce travail s'inscrit dans la continuité des recherches conduites depuis 2015 au sein du « Réseau politiques publiques et développement rural en Amérique latine » (PP-AL), sur la construction des politiques d'agroécologie brésiliennes (Schmitt *et al.*, 2017 ; Sabourin *et al.*, 2019 ; Guéneau *et al.*, 2019a). La méthodologie a consisté en premier lieu à réaliser une analyse des principales sources documentaires portant sur la littérature académique, les papiers de positionnement des différents groupes d'acteurs et les documents institutionnels, en particulier les politiques, plans d'action, et les rapports des quinze sessions de la Commission nationale pour l'agroécologie et la production biologique (Cnapo) qui se sont déroulés entre 2012 et 2016.

À partir du cadre théorique précédemment exposé, nous avons élaboré une grille d'analyse portant sur les éléments suivants : composition des principales arènes de discussion, rôle des différents groupes d'acteurs (mouvement social, syndicats, entreprises) et leur capacité à créer des coalitions pour influencer les décisions publiques ; manière dont les acteurs se représentent la question agroécologique dans ces arènes et référentiels utilisés pour soutenir leurs représentations ; trajectoire des acteurs et événements clés ayant conduit à des changements de trajectoire institutionnelle.

Cette grille d'analyse a été appliquée dans le cadre de la réalisation d'une cinquantaine d'entretiens semi-directifs réalisés entre 2015 et 2019 auprès de personnes ressources et d'acteurs des mouvements sociaux et des administrations publiques. Une partie de ces entretiens (22) a été réalisée à Brasilia auprès des acteurs qui ont été directement impliqués dans le processus de construction de la Politique nationale d'agroécologie. L'autre partie des entretiens (32) a ciblé des acteurs décentralisés dont le rôle a été important dans le cadre du processus de construction des idées et des politiques « du bas vers le haut ». Il s'agit, entre autres, des représentants locaux, des mouvements sociaux agraires, et de soutien à l'agriculture paysanne, des sections décentralisées des syndicats agricoles ou encore de réseaux locaux des organisations agroécologiques (tels que le réseau *Ecovida* actif dans le Sud du Brésil, le Réseau agroécologique du Maranhão, présent dans la partie nord de la région Nordeste et dans l'Est de l'Amazonie, et le Réseau *Cerrado*). Enfin, cette méthodologie a été complétée par des observations des arènes de discussion de l'agroécologie où ont participé ces acteurs, telles que le Congrès brésilien d'agroécologie qui s'est tenu à Brasilia en 2017.

Les défis de la construction de l'agroécologie dans une société dominée par l'agrobusiness

Bien que le secteur agricole brésilien soit constitué de 3,9 millions de petites et moyennes unités de production (77 % du total)[1], moins de 1 % des exploitations concentrent 45 % de la surface agricole (OXFAM, 2016). L'agriculture familiale

1. Données de l'Institut brésilien de géographie et statistiques (IBGE), consultées le 15 février 2020 : https://censos.ibge.gov.br/agro/2017/templates/censo_agro/resultadosagro/pdf/agricultura_familiar.pdf

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

génératrice d'emplois et pourvoyeuse des biens alimentaires destinés au marché domestique côtoie donc une agriculture commerciale très productive vouée à l'exportation de produits de base, réalisée par des exploitations de grande taille. Au cours des trois dernières décennies, la production agricole a doublé en volume par rapport aux niveaux atteints en 1990, principalement à partir du développement de cette agriculture à grande échelle et de l'élevage. En 2019, les produits de l'agriculture et de l'élevage représentaient 43,2 % de la valeur totale des exportations brésiliennes (MAPA, 2020).

Dans ce contexte de forte disparité, la reconnaissance de l'agriculture familiale depuis le milieu des années 1990, comme catégorie spécifique des politiques agricoles brésiliennes, est le résultat d'une intense mobilisation sociale qui a débouché sur la constitution d'une communauté diversifiée d'acteurs dominée par le mouvement syndical des travailleurs ruraux, mais qui a également bénéficié des contributions de nombreuses Organisations non gouvernementales (ONG), du monde académique et du soutien de certains parlementaires.

En 1996, à la suite d'une longue période de luttes sociales est créé le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF)[2]. En 2000, le ministère du Développement agraire (MDA) est institué afin de « promouvoir le développement durable du secteur formé par les agriculteurs familiaux », ce qui a contribué au renforcement de cette catégorie d'acteurs (Grisa, 2012) et à la création d'une « niche institutionnelle » où les demandes d'une population hétérogène d'agriculteurs familiaux pouvaient s'exprimer. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs en 2003, des ONG et des mouvements sociaux ont investi les espaces de prise de décision afin de formuler des politiques publiques innovantes.

Le Brésil est donc devenu l'un des rares pays à avoir deux ministères traitant du développement agricole, consolidant la dimension ambivalente du monde rural brésilien. À côté du traditionnel ministère de l'Agriculture consacré essentiellement au développement de l'agrobusiness[3] et doté de puissants moyens techniques et financiers, la structure du ministère du Développement agraire apparaissait cependant beaucoup plus fragile d'un point de vue institutionnel. Car, dans la dualité entre agrobusiness et agriculture familiale, il convient de signaler la position de force du premier en tant que composante stratégique de la politique macroéconomique, indispensable à l'équilibre de la balance des paiements et à la stabilisation de l'économie brésilienne, notamment depuis la fin des années 1990 (Delgado, 2012).

Ainsi, malgré la reconnaissance croissante de l'agriculture familiale, l'agrobusiness a continué à bénéficier d'un fort appui politique. Les forces politiques représentatives des intérêts de l'agrobusiness au sein du Congrès (la *bancada ruralista*) se sont fortement consolidées, au point qu'elles représentaient 257 parlementaires en 2019, soit 44 % de la Chambre des députés et 40 % du Sénat. Le soutien de ce front parlementaire très organisé s'est matérialisé par un renforcement des subventions agricoles, des remises successives de dettes des producteurs (Leite et Wesz, 2013) et un accès privilégié aux espaces d'élaboration des politiques.

2. Le Pronaf a été constitué comme un programme de crédit offrant des taux d'intérêt et des conditions de paiement avantageux pour les agriculteurs familiaux.

3. L'agrobusiness est une catégorie généralement comprise comme celle regroupant les entreprises fortement capitalisées produisant des produits agricoles de base en grande partie destinés à l'exportation, associant ce concept au modèle agricole dominant issu de la révolution verte (Sauer, 2008).

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Néanmoins, dans ce contexte d'expansion de la « société et économie de l'agrobusiness » (Heredia *et al.*, 2010), les politiques en faveur de l'agroécologie ont profité des brèches ouvertes par les critiques sociales et écologiques du modèle productiviste issu de la révolution verte et par les actions publiques de soutien à l'agriculture familiale et à la protection de l'environnement (Teixeira, 2005). L'ouverture d'une fenêtre d'opportunité liée à l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs a conduit certains acteurs de l'État à adhérer aux idées portées par un projet agroécologique construit depuis plusieurs années par des organisations sociales.

Le processus de mise à l'agenda de l'agroécologie

À partir des années 1970, de nombreuses initiatives locales mises en œuvre dans différentes régions du Brésil par des ONG, mouvements sociaux et organisations d'agriculteurs familiaux, ont façonné la trajectoire d'institutionnalisation de l'agroécologie (Lamine *et al.*, 2019). Cette coalition d'acteurs s'est consolidée dans les années 1980, dans le cadre des luttes pour le retour de la démocratie. À cette période, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, la promotion de l'agroécologie au Brésil était directement liée aux associations d'agronomes qui critiquaient l'utilisation de pesticides et aux mouvements de soutien à la petite paysannerie. Le terme d'agroécologie a pris une connotation non seulement technique, mais également très politique, en lien avec les partisans des modèles d'« agriculture alternative ».

L'un des principaux jalons du processus d'institutionnalisation de l'agroécologie a été les rencontres brésiliennes d'agriculture alternative organisées régulièrement au cours des années 1980. Durant le régime militaire, ces espaces étaient plutôt caractérisés comme techniques, dominés par la Fédération des associations d'ingénieurs agronomes. Durant le processus de démocratisation, ils ont été de plus en plus occupés par les mouvements étudiants et par les ONG qui, avec le soutien des organisations religieuses des églises catholiques et luthériennes, avaient déjà développé une multitude d'expériences locales de technologies alternatives pour la petite agriculture (Luzzi, 2007). Ces acteurs ont peu à peu commencé à tisser un réseau plus large à l'échelle nationale, dont la principale expression a été le Projet de technologies alternatives (PTA)[4] opérant dans les régions Sud, Sud-Est et Nord-Est du Brésil. Ce réseau a concentré la critique du modèle agricole dominant et généré une dynamique de réflexion et d'action collective autour d'une agriculture alternative aux contours encore mal définis (Petersen *et al.*, 2013 ; Brandenburg, 2008).

Du côté des mouvements agraires et des syndicats ruraux, qui se focalisaient à cette période sur les luttes sociales pour la réforme agraire et la reconnaissance de l'agriculture familiale, l'adoption de la cause agroécologique comme principe d'action s'est effectuée de manière graduelle, contradictoire et assez fragmentée. Le terme agroécologie était loin de faire consensus au sein de ces mouvements. Au début des années 1990, la plupart des mouvements sociaux et des syndicats de petits agriculteurs concentraient leurs programmes sur les inégalités d'accès aux facteurs de production. Les discussions étaient moins associées à la transformation du modèle productif qu'au problème de l'exclusion de la petite agriculture des ressources publiques et des marchés agricoles (Lamine *et al.*, 2019).

4. Créé en 1983, le Projet PTA est à l'origine de l'Appui et services aux projets de technologies alternatives (AS-PTA), l'une des plus importantes ONG de défense de la cause agroécologique.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Dans le cas du Mouvement des travailleurs sans terre (MST), ce n'est que lors de son quatrième Congrès national, en 2000, que l'agroécologie a été adoptée comme principe d'action politique. Il est alors devenu l'un des principaux promoteurs d'un nouveau modèle agricole, y compris à travers un investissement spécifique dans la formation des techniciens agricoles (Barcellos, 2014). Depuis 2002, le MST a été impliqué dans l'organisation des journées annuelles de l'agroécologie, qui rassemblent environ trois mille participants par édition, incluant des agriculteurs, chercheurs et professionnels de différents domaines. Cependant, l'intégration de l'agroécologie comme référentiel d'action dans la diffusion du modèle productif agricole est encore aujourd'hui mise à l'épreuve par la base sociale de ce mouvement. Attirée par la logique productive du modèle conventionnel qui facilite l'accès au crédit, la majeure partie des agriculteurs peuplant les colonies de la réforme agraire (*assentamentos*) cherche à reproduire le modèle dominant fortement dépendant d'intrants externes (Piccin, 2012). Bien qu'adhérant au projet politique de l'agroécologie, le MST a adopté une posture plus « flexible » vis-à-vis des techniques agroécologiques. L'un des responsables locaux du MST nous confiait, au cours d'un entretien : « *Comment allons-nous avoir une bonne productivité sans recours à certains intrants ?* […] *Si nous n'avons pas de techniques qui réduisent la pénibilité du travail, nous n'aurons pas d'agriculteurs disposés à adhérer au projet agroécologique.* »

Bien qu'affichant l'agroécologie comme l'un des thèmes des luttes paysannes, la Confédération nationale des travailleurs agricoles (CONTAG) et la Fédération nationale des travailleurs de l'agriculture familiale (FETRAF) affichent une conception de l'agroécologie limitée par une base sociale résistante au changement des modèles de production agricole (Picolotto et Brandenburg, 2015). Par exemple, la CONTAG n'a jamais appuyé les critiques du MST qui portaient sur le biais productiviste des politiques d'appui à l'agriculture familiale, en particulier sur le fait que les lignes de crédit sont concentrées sur le financement de monocultures de soja, maïs et café, et sont principalement destinées aux agriculteurs familiaux les plus dotés en capital du sud du pays (Grisa et Schneider, 2014). La CONTAG a plutôt défendu la nécessité d'ajuster ces politiques pour répondre aux demandes spécifiques de certains agriculteurs, en particulier les adeptes des systèmes agroécologiques (Niederle *et al.*, 2019). Du côté de la FETRAF, l'agroécologie est définie comme un mode de production qui valorise le savoir-faire traditionnel des agriculteurs familiaux et se distingue des pratiques des grandes entreprises de l'agrobusiness (Picolotto et Brandenburg, 2015).

Au sein du mouvement syndical, c'est l'engagement des mouvements de femmes rurales dans le débat sur l'agroécologie qui a fait bouger les lignes. Très actifs au Brésil depuis les années 1970, ces mouvements féministes ont connu un succès croissant à travers la *Marcha das Margaridas*[5], une manifestation d'agricultrices paysannes réunissant à chaque édition plusieurs dizaines de milliers de femmes, qui s'est répétée à plusieurs reprises depuis 2000. Les mouvements de femmes rurales brésiliennes se sont saisis de l'agroécologie afin de revendiquer la construction d'un projet fondé sur une réduction des inégalités entre hommes et femmes en milieu rural (Guétat-Bernard et Prévost, 2016). L'importance de cette lutte qui se répercute au sein des mouvements sociaux ruraux toujours marqués par le machisme est devenue particulièrement évidente lors des

5. Le nom de cette manifestation a été donné en hommage à la syndicaliste rurale Margarida Alves assassinée en 1983 en raison de ses activités militantes en faveur la réforme agraire.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

dernières Rencontres nationales d'agroécologie (ENA) qui avaient pour slogan « sans féminisme, il n'y a pas d'agroécologie ». Les rencontres préparatoires organisées à travers le pays sont en grande partie pilotées par les groupes de femmes actives dans les syndicats, à l'exemple de celle organisée par la CONTAG à Brasilia en avril 2018. Pour les mouvements féministes ruraux, les arènes de débat sur l'agroécologie sont donc devenues un moyen efficace de contourner les difficultés de porter un message sur la vulnérabilité des travailleuses agricoles au sein des syndicats paysans.

Les Rencontres nationales d'agroécologie sont promues par l'Alliance nationale d'agroécologie (ANA), un mouvement-réseau qui relie les différents acteurs (agriculteurs, universitaires, politiciens, gestionnaires publics). L'action politique de ce mouvement a permis la circulation des idées agroécologiques dans un ensemble varié d'arènes, en particulier dans les espaces de gestion participative des politiques publiques créées dans les années 2000 par le Président Lula da Silva. En outre, l'ANA a permis de mettre en évidence la parole d'ONG agroécologiques locales, habituellement moins en capacité d'intervenir dans le débat public. Ces organisations sont organisées en réseaux régionaux très actifs, comme le Réseau agroécologique du Maranhão ou le Réseau Ecovida par exemple, devenant les porte-parole du projet agroécologique et entrant souvent en conflit avec le mouvement syndical de l'agriculture familiale.

L'un des espaces dans lesquels ces organisations ont commencé à intervenir est le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA), où les questions agroécologiques ont été intégrées à celles portant sur le combat contre la faim et les nécessités d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la population, qui ont débouché sur le programme « faim zéro » (Pinton et Sencebé, 2019). Le Conseil pour le développement rural durable (CONDRAF) s'est lui aussi emparé du thème de l'agroécologie en créant un comité spécial sur cette question. L'intégration de l'agroécologie dans ces différentes enceintes a contribué à l'agrégation et l'alignement des positions des acteurs au sein d'une même coalition.

Malgré la circulation des idées agroécologiques dans différentes sphères gouvernementales, la mise à l'agenda s'est opérée dans un contexte de tensions entre pouvoirs publics et société civile. Au départ, le concept d'agroécologie n'était reconnu que s'il faisait référence à celui de la production biologique. Le Gouvernement cherchait ainsi, à travers cette politique, à cibler le segment spécifique des producteurs biologiques certifiés. Or l'agroécologie est considérée par les mouvements sociaux comme un concept plus « holistique », beaucoup moins réducteur que l'agriculture biologique.

En définitive, la trajectoire d'institutionnalisation de l'agroécologie est marquée par l'émergence d'une diversité de représentations dans l'univers d'action des organisations sociales susmentionnées. Cette trajectoire est aussi révélatrice d'un consensus fragile entre les acteurs de la coalition autour d'une conception qui met finalement assez peu l'accent sur les changements techniques nécessaires à la mise en œuvre de pratiques agricoles plus écologiques, mais focalise plutôt sur les composantes politiques de l'agroécologie, en particulier à travers une volonté de s'opposer au modèle agricole porté par l'agrobusiness. Les différents points de vue des acteurs de la coalition ont convergé autour d'une vision partagée des changements économiques, sociaux, écologiques et culturels associés à la transition agroécologique. Ce concept se réfère à une modification profonde des dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles de l'agriculture, ce qui implique par exemple

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

de nouvelles formes de gouvernance et des rééquilibrages entre différentes catégories sociales (producteurs et consommateurs, hommes et femmes, riches et pauvres, etc.).

En 2012, au terme d'un long processus de négociation au sein duquel la coalition ample en faveur de l'agroécologie a réussi à « tenir », la Politique nationale d'agroécologie a finalement vu le jour. Le saut manifeste d'institutionnalisation de l'agroécologie a peu après été marqué par la reconnaissance internationale de cette politique et son caractère pionnier au niveau international. En 2018, elle a obtenu la médaille d'argent du *Future Policy Award*, prix attribué par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), afin de consacrer les meilleures politiques de promotion de l'agroécologie au monde.

La principale innovation de la Politique nationale d'agroécologie a été la création d'une nouvelle structure de gouvernance, intégrant d'une part la Chambre interministérielle d'agroécologie et de production biologique (CIAPO) composée d'une douzaine d'organismes gouvernementaux, et d'autre part, la Commission nationale pour l'agroécologie et la production biologique (CNAPO). Cette dernière a été conçue comme un organe de dialogue entre le gouvernement et la société civile, dans lequel les principaux mouvements sociaux ruraux et agroécologiques sont représentés. La Commission nationale pour l'agroécologie se distingue aussi par une faible présence de représentants des secteurs agro-industriels, affirmant ainsi l'institutionnalisation d'une représentation de l'agroécologie proche de celle supportée par la large coalition de mouvements sociaux et organisations d'agriculteurs familiaux. Cette vision ne présume cependant pas d'un accord sur les finalités de l'action (là où on doit arriver) ni des modalités d'y parvenir, ce qui, comme on le verra dans la section suivante, se traduira par la demande de politiques très différentes et donc difficiles à intégrer dans un seul plan d'action.

Une mise en œuvre limitée

Une partie significative des instruments d'action publique en faveur de l'agroécologie n'ont pas été pensés, à l'origine, à partir d'une référence strictement agroécologique. Ces instruments ont en effet connu une avancée plus marquée dans l'espace institutionnel ouvert par les politiques de renforcement de l'agriculture familiale (Grisa et Schneider, 2014).

En premier lieu, un effort de diversification des lignes de crédit agricole du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) a donné lieu à la création de volets dédiés à la promotion de l'agroécologie et à la gestion durable des agroécosystèmes, sur les enjeux suivants : territoires semi-arides (2005), agroécologie (2005), systèmes agroforestiers (2008). Cependant, ces mesures différenciées ont été peu divulguées et n'ont donc touché qu'un nombre réduit d'agriculteurs familiaux. En conséquence, les ONG agroécologiques ont adopté un discours de plus en plus critique à l'égard de ce programme, dont les ressources ont surtout ciblé les régions où l'agriculture familiale est la plus consolidée, en particulier au sud du pays (Sambuichi et Oliveira, 2011).

En second lieu, les programmes d'acquisition publique d'aliments issus de l'agriculture familiale ont intégré une dimension agroécologique. Le Programme d'acquisition des aliments (PAA)[6] créé en 2003 permet l'achat d'aliments biologiques à des prix différenciés. Mais ceux-ci

6. Le PAA a pour but l'achat d'aliments pour répondre à des besoins sociaux ou collectifs, par exemple pour nourrir des personnes en situation de vulnérabilité sociale.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

n'atteignaient qu'environ 2 % du volume total des acquisitions en 2012, année où le programme a présenté sa meilleure performance (Porto, 2016). Dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire (PNAE)[7], les produits biologiques ou agroécologiques bénéficient d'une prime de 15 à 30 % du prix d'achat. Mais les acquisitions de cette catégorie de produits ont toutefois fortement diminué, d'environ 3 % des achats en 2013 et 2014 à 1,9 % en 2017 (FNDE, 2019).

Dans le domaine de l'assistance technique et de la vulgarisation agricole, la pénétration des idées écologiques s'est effectuée plus timidement. D'ailleurs, le terme « agroécologie » ne figure pas explicitement dans la loi de 2010 qui oriente les modalités de recours aux services d'assistance technique. En revanche, l'appel d'offres lancé en 2010 pour créer des Noyaux de recherche et de vulgarisation en agroécologie (NEA) a constitué une avancée. L'objectif de ces dispositifs est d'accroître la production scientifique dans le domaine de l'agroécologie et de réaliser des actions d'enseignement, de recherche et de vulgarisation en collaboration avec les agriculteurs familiaux.

De leur côté, les ONG agroécologiques ont fait pression pour la mise en œuvre de certaines actions, comme le Programme Ecoforte, l'un des rares instruments originaux de la politique d'agroécologie. Il se concentre sur le soutien de projets territoriaux avec une assistance technique délivrée par différentes organisations, y compris les ONG. Ce programme a permis de financer plusieurs activités qui ont consolidé les réseaux agroécologiques existants, en concentrant les ressources sur des actions considérées comme prioritaires par les propres mouvements agroécologiques (Martins et Sambuichi, 2019). Des innovations très diverses ont été soutenues, entre autres des expériences de valorisation de l'agrobiodiversité, de transformation des produits et de certification participative des produits biologiques, tout en appuyant des activités de gestion et de diffusion des connaissances (Cortines, 2019).

Quant au Plan national d'agroécologie et de production organique (PLANAPO), dans sa première phase (2013-2015), il prévoyait un total de 125 actions réparties en quatre objectifs stratégiques. Dans les faits, il s'agissait surtout de coordonner les programmes qui existaient auparavant dans divers ministères. Les évaluations de cette première phase ont révélé les difficultés de suivi et de gestion d'un ensemble d'actions très diverses et peu coordonnées, tout en soulignant l'absence de focalisation sur la résolution des problèmes prioritaires pour développer la production agroécologique (Sambuichi *et al.*, 2017b). La seconde phase de ce plan national (2016-2019) totalisait 194 actions, le rendant encore plus difficile à gérer. Sa mise en œuvre a par ailleurs été fragilisée par les difficultés de coordination entre différents instruments dispersés entre dix ministères. L'approche du Gouvernement est restée trop centrée sur des mesures techniques à l'échelle de l'exploitation, mais elle ne s'est pas structurée comme un ensemble normatif homogène dans les territoires ruraux. D'ailleurs, la coexistence avec l'agriculture conventionnelle au sein des mêmes territoires positionne l'agroécologie comme instrument de défense de la vie rurale et de l'activité économique des territoires davantage que comme un modèle agricole qui repose sur des principes écologiques dans son ensemble.

Nous le comprenons à travers la diversité des instruments et les difficultés de leur mise en œuvre, l'un des principaux débats concernant l'opérationnalisation du Plan national d'agroécologie a été de savoir si celui-ci devait viser spécifiquement

7. Le PNAE vise à assurer l'alimentation scolaire du réseau d'enseignement public.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

le renforcement et la généralisation d'un modèle agroécologique pour l'instant relativement marginal, ou s'il devait englober un processus de transition plus large et plus graduel, encourageant les pratiques de production agroécologiques dans les systèmes agricoles conventionnels. Ces controverses, qui ont traversé structurellement l'administration publique, ont entravé la consolidation de l'agroécologie en tant que référence cohérente pour la mise en œuvre de l'action publique.

Le démantèlement des politiques d'appui à l'agriculture familiale et à l'agroécologie

Dans la période récente, les obstacles à l'institutionnalisation de l'agroécologie se sont surtout érigés dans le cadre d'un scénario marqué par de profondes transformations politiques liées à la destitution de la présidente Dilma Rousseff en 2016. La mise en œuvre de nombreuses politiques de développement rural a d'abord été impactée par la forte opposition à laquelle son Gouvernement a été confronté, avant même sa destitution, ce qui l'avait conduit à engager de nombreuses coupes budgétaires.

Néanmoins, c'est surtout à partir du changement politique de 2016 que s'est consolidé le processus de démantèlement d'une série de politiques publiques (Mattei, 2018), les plus affectées étant précisément celles qui, du point de vue des mouvements agroécologiques, avaient eu les résultats les plus expressifs (assistance technique, achats publics et éducation rurale). Dès octobre 2016, le nouveau Gouvernement du président Temer a enclenché ce processus par la dissolution du ministère du Développement agraire, administration à l'origine de la politique d'agroécologie. Celui-ci a été remplacé par un petit « Secrétariat à l'agriculture familiale » dans un premier temps rattaché à la *Casa Civil*, sorte de cabinet de la présidence de la République, puis transféré au ministère de l'Agriculture en 2019. Dans le même temps, les ressources allouées et l'appui à la politique d'agroécologie au sein du Congrès et de l'exécutif ont été drastiquement réduits.

La victoire du candidat Jair Bolsonaro a entraîné la mise en place d'une coalition libérale qui, depuis 2019, fonctionne de manière fortement autocratique, enterrant tous les espoirs de dialogue entre les mouvements sociaux et l'État fédéral autour d'un programme de transformation du monde rural basé sur l'agroécologie. Les quelques programmes de soutien à l'agriculture paysanne qui n'ont pas été supprimés ont acquis de nouvelles dénominations ou objectifs. Les espaces de participation sociale ont été pratiquement tous fermés à la suite du décret n° 9.759 du 11 avril 2019 promulgué par le président Bolsonaro. Le terme agroécologie a été retiré du discours de l'État et les deux organes centraux de gouvernance de la Politique nationale d'agroécologie (la Chambre interministérielle et la Commission nationale dédiées) ont été dissoutes. Seule l'agriculture biologique reste inscrite à l'agenda gouvernemental, sous la pression de certains groupes économiques qui visent certaines niches de marché en Europe.

*
* *

Le processus d'institutionnalisation de l'agroécologie au Brésil, initié à la fin des années 1980, s'est surtout développé depuis la fin des années 1990 dans le sillage des brèches institutionnelles ouvertes par la reconnaissance de l'agriculture familiale. Le renforcement des réseaux agroécologiques et l'ouverture d'espaces d'interlocution entre État et société civile ont permis aux mouvements agroécologiques de placer l'agroécologie dans l'agenda public.

L'agroécologie, en tant que sujet d'action publique à part entière, s'est construite

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

à partir d'une forte interdépendance entre des acteurs très divers, dans les différentes arènes dans lesquelles cette question a pénétré. Bien que les intérêts des acteurs soient *a priori* assez éloignés au sein de ces arènes, les interactions ont conduit à l'émergence d'une coalition de cause autour d'une conception très politique de l'agroécologie. Le rôle de certains acteurs sociaux comme le réseau Projet de Technologies Alternatives (PTA) et l'Alliance nationale d'agroécologie (ANA) a été déterminant pour mettre en avant certaines valeurs allant au-delà d'une simple écologisation des processus de production et porter un projet agricole alternatif autour d'une transition agroécologique jugée nécessaire par l'ensemble des acteurs de la coalition.

Pourtant, malgré les efforts redoublés de cette coalition, les idées agroécologiques n'ont clairement pas réussi à constituer un vecteur de transformation significatif du projet politique de développement agricole brésilien mis en œuvre il y a plusieurs décennies. D'une part, l'institutionnalisation de l'agroécologie a fait face à un obstacle lié au fait que l'action gouvernementale était très dispersée et visait principalement à créer des modalités de soutien spécifiques à l'agroécologie au sein de politiques préexistantes, lesquelles fonctionnent avec un autre type de référence, le cas le plus évident étant celui du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF). D'autre part, si l'on constate une certaine convergence, au moins sur le plan des discours, entre d'un côté le mouvement agroécologique et, de l'autre, les mouvements sociaux d'agriculture paysanne et syndicats de travailleurs ruraux, la question de l'écologisation des modèles productifs peine encore à être un sujet central de discussion dans les stratégies de développement rural des différents mouvements paysans qui sont encore très marqués par une trajectoire de luttes pour la reconnaissance de leur statut.

La formulation d'une politique spécifiquement dédiée à l'agroécologie a laissé entrevoir la possibilité, sinon de rompre avec le système dominant, du moins de coexister avec lui, tout en représentant une étape essentielle dans le processus d'institutionnalisation en cours. La déconstruction récente et très brutale des espaces de débat, des institutions et des instruments de politiques d'agriculture familiale et d'agroécologie, suggère cependant que l'expérience brésilienne « réussie » de construction des politiques d'agroécologie a atteint un moment critique. Ce contexte de bifurcation abrupte de trajectoire politique, marqué par des processus visibles de démantèlement des politiques publiques et le renforcement d'un régime autocratique, semble renforcer les thèses des auteurs qui, dans le sillage de Kay (2005), affichent une perspective critique des continuités institutionnelles et du concept de dépendance de sentier. Néanmoins, des études complémentaires devront être menées afin de mesurer la résilience des institutions et les évolutions de la trajectoire institutionnelle face aux ruptures politiques, en s'inspirant notamment des travaux de Kathleen Thelen (2003) sur les modalités de changements institutionnels.

Deux observations au moins invitent à poursuivre dans cette voie. En premier lieu, la rupture politique a entamé la coalition autour de l'agroécologie, qui somme toute était fragile, en remettant en perspective les désaccords entre les mouvements sociaux, en particulier à propos des programmes publics qui devraient être sauvés en priorité. Certaines sections syndicales estiment qu'en raison de l'ampleur des coupes budgétaires, la priorité des actions de ces organisations doit porter avant tout sur les programmes de soutien à l'agriculture familiale, et non à l'agroécologie (Guéneau *et al.*, 2019b). L'analyse de la manière dont ces fissures institutionnelles impacteront durablement la coalition

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

constitue une piste de recherche à approfondir pour mieux cerner la solidité du processus d'institutionnalisation de l'agroécologie.

En second lieu, force est de constater que tous les acquis des dernières décennies ne sont pas perdus. Des continuités existent via la formulation récente de politiques locales d'agroécologie de certains états fédérés, de municipalités ou de territoires d'intercommunalité (Guéneau *et al.*, 2019a ; Sabourin *et al.*, 2019). Les réseaux qui se sont mobilisés en faveur de l'agroécologie continuent de mobiliser les acteurs sociaux, en témoignent le succès des événements récents comme le XI[e] Congrès brésilien d'Agroécologie qui s'est tenu en 2019. Divers processus innovants et effets multiplicateurs associés au renforcement de réseaux de gestion des savoirs agroécologiques, au développement de circuits courts et à la commercialisation des produits sont observables dans différents territoires du pays. Signalons, entre autres, la multiplication des marchés agroécologiques dans les grandes métropoles, villes de taille moyenne et dans des zones plus reculées de l'intérieur du pays ; l'émergence de nombreuses *Comunidades que Sustentam a Agricultura*, structures qui correspondent aux associations de maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) en France, auxquelles participent un nombre sans cesse plus important de consommateurs.

Cependant, le rôle de plus en plus affirmé de nouveaux acteurs comme les consommateurs, qui focalisent leurs activités politiques sur le problème de la durabilité des systèmes alimentaires, pourrait signifier une rupture avec les mouvements syndicaux de l'agriculture familiale dont une grande partie de la base continue de soutenir une référence productiviste. L'observation de la manière dont ces différents processus permettront de construire de nouvelles coalitions ou de menacer les anciennes, de faire émerger de nouveaux espaces de discussions et de nouvelles stratégies de mise à l'agenda, constitue une piste de recherche à creuser.

Même dans le contexte économique et politique actuel du pays, devenu bien plus défavorable au développement d'un projet alternatif pour l'agriculture et l'alimentation, des opportunités pour l'agroécologie apparaissent dans le cadre de nouveaux scénarios marqués en particulier par sa capacité de réponse aux crises climatiques, environnementales et sanitaires, et à la demande croissante des consommateurs. ■

Remerciements

Ce travail a bénéficié du soutien de l'Agence nationale de la recherche, dans le cadre du projet IDAE – Institutionnalisation des agroécologies (ANR-15-CE21-0006).

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Barcellos S. B. (2014). A apropriação do discurso da agroecologia pelo Movimento do Trabalhadores Rurais Sem Terra (MST). *Sociedade e Desenvolvimento Rural*, vol. 8, n° 1, pp. 1-25.

Bayle E., Beauval V. (2013). *Le Brésil, un pionnier de l'agro écologie. Expériences d'AVSF et de ses partenaires.* Lyon, AVSF, 52 p.

Brandenburg A. (2008). Mouvement agroécologique au Brésil : trajectoire, contradictions et perspectives. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 16, n° 2, pp. 142-147.

Bruno R. (2016). Desigualdade, agronegócio, agricultura familiar no Brasil. *Estudos Sociedade e Agricultura*, vol. 24, n° 1, pp. 142-160.

Caporal F. R., Petersen P. (2012). Agroecologia e políticas públicas na América Latina: o caso do Brasil. *Agroecología*, n° 6, pp. 63-74.

Cortines A. C. (2019). *Redes de agroecologia para o desenvolvimento dos territórios: aprendizados do Programa Ecoforte*. Rio de Janeiro, ANA, 306 p.

De Maillard J., Kübler D. (2015). *Analyser les politiques publiques*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 260 p.

Delgado G. C. (2012). *Do capital financeiro na agricultura à economia do agronegócio: mudanças cíclicas em meio século (1965-2012)*. Porto Alegre, UFRGS, 144 p.

FNDE (2019). *PNAE. Dados da agricultura familiar*. Brasília, Fundo Nacional de Desenvolvimento da Educação. https://www.fnde.gov.br/index.php/programas/pnae/pnae-consultas/pnae-dados-da-agricultura-familiar, acesso dia 20 de fevereiro de 2020.

Grisa C. (2012). *Políticas públicas para a agricultura familiar no Brasil: produção e institucionalização das ideias.* Tese, Programa de Pós-Graduação de Ciências Sociais em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade (CPDA). Rio de Janeiro, UFRRJ, 280 p.

Grisa C., Schneider S. (2014). Três gerações de políticas públicas para a agricultura familiar e formas de interação entre sociedade e estado no Brasil. *Revista de economia e sociologia rural*, n° 52, pp. 125-146.

Guéneau S., Sabourin E., Niederle P. A., Colonna J., Freitas G. E. S., Piraux M., Lamine C., Assis W. S., Avila M. L. D., Canavesi F. C., Tavares E. D., Barbosa Y. R. S., Schmitt C. J. (2019a). A construção das políticas estaduais de agroecologia e produção orgânica no Brasil. *Revista Brasileira de Agroecologia*, vol. 14, n° 2, pp. 7-21.

Guéneau S., Neto E. J. L., Braga C. L. (2019b). O processo de construção da política de agroecologia e produção orgânica do estado do Maranhão–PEAPOMA. *In* Sabourin E., Guéneau S., Colonna J., Tadeu Da Silva L. R., *Construção de políticas estaduais de agroecologia e produção orgânica no Brasil: avanços, obstáculos e efeitos das dinâmicas subnacionais.* Curitiba, CRV, pp. 197-218.

Guétat-Bernard H., Prévost H. (2016). L'agroécologie au Brésil, un instrument genré de luttes sociales. *L'Ordinaire des Amériques*, n° 220, en ligne.

Hassenteufel P. (2011). *Sociologie politique : l'action publique*. Paris, Armand Colin, 318 p.

Heredia B., Palmeira M., Leite S. P. (2010). Sociedade e economia do "agronegócio" no Brasil. *Revista brasileira de ciências sociais*, vol. 25, n° 74, pp. 159-176.

Kay A. (2005). A critique of the use of path dependency in policy studies. *Public administration*, vol. 83, n° 3, pp. 553-571.

Kingdon J. W. (1995). *Agendas, alternatives, and public policies.* New York, Harper Collins, 253 p.

Lamine C., Niederle P., Ollivier G. (2019). Alliances et controverses dans la mise en politique de l'agroécologie au Brésil et en France. *Natures Sciences Sociétés*, vol. 27, n° 1, pp. 6-19.

Leite S. P., Wesz V. (2013). Les dynamiques foncières et l'expansion de l'agro-industrie du soja au Brésil. *Cahiers Agricultures*, vol. 22, n° 1, pp. 39-45.

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

Luzzi N. (2007). *O debate agroecológico no Brasil: uma construção a partir de diferentes atores sociais*. Tese do Programa de Pós-Graduação de Ciências Sociais em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade (CPDA). Rio de Janeiro, UFRRJ, 194 p.

Mahoney J., Thelen K. (2009). *Explaining institutional change: ambiguity, agency, and power.* Cambridge, Cambridge University Press, 236 p.

Martins J. M. R., Sambuichi R. H. R. (2019). *Programa Ecoforte eo fortalecimento das redes de agroecologia: Demandas e possibilidades*. IPEA, Texto para Discussão n° 2455, 115 p.

MAPA (2020). *Balança Comercial do Agronegócio.* Brasilia, Ministério da Agricultura Pecuária e Abastecimento, 8 p.

Mattei L. (2018). A política agrária e os retrocessos do governo Temer. *OKARA: Geografia em debate*, vol. 12, n° 2, pp. 293-307.

Muller P. (2000). L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 2, pp. 189-207.

Muller P. (2005). Esquisse d'une théorie du changement dans l'action publique. *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, pp. 155-187.

Niederle P. A., Fialho M. A. V., Conterato M. A. (2014). A pesquisa sobre agricultura familiar no Brasil-aprendizagens, esquecimentos e novidades. *Revista de Economia e Sociologia Rural*, n° 52, pp. 9-24.

Niederle P., Grisa C., Picolotto E., Soldera D. (2019). Narrative Disputes over Family-Farming Public Policies in Brazil: Conservative Attacks and Restricted Countermovements. *Latin American Research Review*, vol. 54, pp. 707-720.

OXFAM (2016). Terrenos da desigualdade: terra, agricultura e desigualdades no Brasil rural. *Informe da OXFAM Brasil*, n° 32, en ligne.

Payre R., Pollet G. (2005). Analyse des politiques publiques et sciences historiques : quel(s) tournant(s) socio-historique(s) ? *Revue française de science politique*, vol. 55, n° 1, pp. 133-154.

Petersen P., Mussoi E. M., Dal Soglio F. (2013). Institutionalization of the agroecological approach in Brazil: advances and challenges. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, vol. 37, n° 1, pp. 103-114.

Piccin M. (2012). Assentamentos Rurais e Geração de Renda: posição social restringida, recursos socioculturais e mercados. *Economia e Sociedade*, vol. 21, pp. 115-141.

Picolotto E. L., Brandenburg A. (2015). Uma grande oportunidade: o sindicalismo e seus projetos de ecologização da agricultura familiar. *Ambiente et Sociedade*, vol. 18, n° 3, pp. 1-18.

Pinton F., Sencébé Y. (2019). Soberania versus segurança alimentar no Brasil: tensões e oposições em torno da agroecologia como projeto. *Estudos Sociedade e Agricultura*, vol. 27, n° 1, pp. 24-46.

Porto S. (2016) A agroecologia e o Programa de Aquisição de Alimentos (PAA). *Carta Maior*, vol. 14, n°6, en ligne.

Sabatier P. A., Weible C. M. (2014). *Theories of the policy process*. Westview Press, 344 p.

Sabourin E., Guéneau S., Colonna J., Tadeu da Silva L. R. (2019). *Construção de políticas estaduais de agroecologia e produção orgânica no Brasil: avanços, obstáculos e efeitos das dinâmicas subnacionais.* Curitiba, CRV, 272 p.

Sambuichi R. H. R., Moura I. F., Mattos L. M., Ávila M. L., Spínola P. A. C., Silva A. P. M. (2017a). *A política nacional de agroecologia e produção orgânica no Brasil. Uma trajetória de luta pelo desenvolvimento rural sustentável*. Brasília, Ipea, 463 p.

Sambuichi R. H. R., Ávila M. L. D., Moura I. F. D., Mattos L. M. D., Spínola P. A. C. (2017b). Avaliação da execução do Plano Nacional de Agroecologia e Produção Orgânica 2013-2015. *In* Sambuichi R. H. R., Moura I. F. D., Mattos L. M. D., Ávila M. L. D., Spínola P. A. C., Silva A. P. M. d., *A política nacional de agroecologia e produção orgânica no Brasil: uma trajetória de luta pelo desenvolvimento rural sustentável.* Brasília, Ipea, pp. 147-195.

Sambuichi R. H. R., Oliveira M. A. C. (2011). Análise das linhas de crédito do PRONAF para o desenvolvimento sustentável

© Société française d'économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)

da agricultura familiar. *Cadernos de Agroecologia*, vol. 6, n° 2, pp. 1-6.

Sauer S. (2008). *Agricultura familiar versus agronegócio: a dinâmica sociopolítica do campo brasileiro*. Brasilia, Embrapa, 81 p.

Schmitt C., Niederle P., Ávila M., Sabourin E., Petersen P., Silveira L., Assis W., Palm J., Bianconi Fernandes G. (2017). La experiencia brasileña de construcción de políticas públicas en favor de la Agroecología. *In* Sabourin E., Patrouilleau M. M., Le Coq J. F., Vasquez L., Niederle P. *Políticas públicas a favor de la agroecología en América Latina y El Caribe,* Porto Alegre, Criação Red PP-AL e FAO, pp. 73-122.

Steinmo S., Thelen K., Longstreth F. (1992). *Structuring politics: historical institutionalism in comparative analysis.* Cambridge, Cambridge University Press, 257 p.

Teixeira J. C. (2005). Modernização da agricultura no Brasil: impactos econômicos, sociais e ambientais. *Revista Eletrônica da Associação dos Geógrafos Brasileiros-Seção Três Lagoas*, vol. 2, n° 2, pp. 21-42.

Thelen K. (2003). Comment les institutions évoluent : perspectives de l'analyse comparative historique. *L'Année de la régulation*, n° 7, pp. 13-43.

© Société française d?économie rurale | Téléchargé le 13/10/2020 sur www.cairn.info via ISARA (IP: 193.55.245.253)